



# Approfondir le changement en Birmanie, pour une démocratie inclusive



MAY 2014: BURMAS ROHINGYA, "UNITED TO END GENOCIDE, CREATIVE COMMONS, SOURCE: IILCKR/P/GRGR"

Deux garçons rohingyas marchant dans un camp de personnes déplacées en Birmanie.

## Contre la déshumanisation et la haine

*J'étais chez nous avec ma belle-sœur de 22 ans. Nous sommes sorties en courant. Il y avait des gens qui couraient partout. Ma belle-sœur a reçu une balle dans le ventre. Il y a eu plusieurs morts – jusqu' à 100, des hommes et des femmes. J'ai vu des petits enfants lancés dans des maisons en flammes, c'est arrivé aux enfants de nos voisins, des tout-petits. Moi aussi, on m'a tiré dessus cette fois-là.*

— JEUNE FILLE ROHINGYA DE 17 ANS, ENTREVUE NO 12, DANS WITNESS TO HORROR<sup>1</sup>

Depuis octobre 2016, les forces armées birmanes ont déclenché une nouvelle vague de violence contre des civils musulmans rohingyas dans le nord-ouest du pays. Les villages en flammes, les massacres, les viols et les pillages ont fait fuir au moins 70 000 Rohingyas vers le Bangladesh. Dirigé par la récipiendaire du prix Nobel Aung San Suu Kyi, le gouvernement birman nie toute allégation d'acte répréhensible par ses forces armées, affirmant que les Rohingyas brûlent leur maison dans l'espoir que les organismes d'aide internationale leur en bâtissent de nouvelles. Ce

même gouvernement empêche les organismes humanitaires, les journalistes et les enquêteurs indépendants d'entrer en contact avec les Rohingyas, en plus de refuser de coopérer avec une mission d'enquête mandatée par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU.

Depuis des décennies, les forces armées birmanes violent systématiquement les droits des Rohingyas et attisent les tensions entre ces derniers (musulmans) et leurs voisins arakanais (bouddhistes). Depuis 2012, on estime de façon conservatrice que des vagues de violence répétées ont poussé 168 000 Rohingyas à quitter **PAGE 4 ▶**

### AUSSI DANS CETTE ÉDITION

QUAND LE RETOUR N'EST PAS AUSSI SIMPLE

UNE NOUVELLE VISION POUR LA TERRE EN BIRMANIE

<sup>1</sup> *Witness to Horror*, Kaladan Press Network, 2017, disponible sur leur site Web : <https://goo.gl/UAYUjK>

# Quand le retour n'est pas aussi simple

« Le camp est bondé et les gens vivent beaucoup d'incertitude. » Le dirigeant élu de Mae La, le plus important camp de réfugiés en Thaïlande, explique ainsi la hausse alarmante du nombre de suicides parmi les résidents, un indice très éloquent de leurs inquiétudes face à l'avenir.

Contrairement aux autres camps de réfugiés dans le monde, Mae La et les autres camps de Thaïlande sont autogérés, avec l'approvisionnement matériel et le soutien de The Border Consortium (TBC), un homologue de longue date d'Inter Pares. Plusieurs résidents sont ici depuis plus de 20 ans. À l'instar des quelque deux millions d'autres personnes ayant trouvé refuge en Thaïlande, la plupart ont fui les tactiques de terre brûlée et les violations des droits humains des forces armées birmanes.

Même si la Thaïlande tolère les camps, ceux-ci font face aux pressions grandissantes de la communauté internationale, impatiente de soutenir la transition démocratique en Birmanie et lasse de soutenir les réfugiés. Les ONG qui fournissent des services aux camps se retirent les unes après les autres et les gouvernements étrangers réduisent ou éliminent leur financement, citant la gravité d'autres crises de réfugiés dans le monde, ou préférant appuyer la démocratisation en Birmanie centrale. Les résidents ne savent pas vraiment d'où

viendront les fonds pour la nourriture et le logement en 2018.

TBC croit qu'en se retirant, les ONG et les gouvernements donateurs quittent un marathon de 30 ans au moment d'amorcer ce qui sera peut-être le dernier tour. C'est pourquoi TBC se concentre sur des programmes qui améliorent les compétences des réfugiés dans des domaines utiles après la fermeture du camp tels que l'agriculture, l'entre-

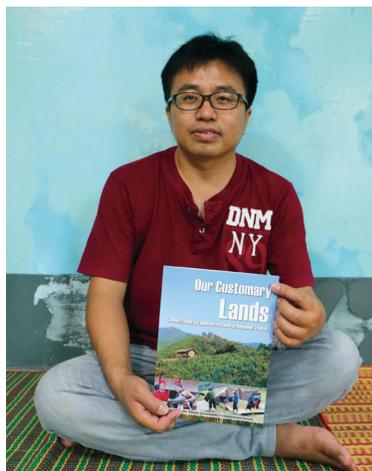
**The Border Consortium croit qu'en se retirant, les ONG et les gouvernements donateurs quittent un marathon de 30 ans au moment d'amorcer ce qui sera peut-être le dernier tour.**

preneuriat et la gestion administrative. TBC facilite aussi la participation des réfugiés à des visites dans des sites potentiels de rapatriement afin qu'ils soient plus à même de prendre des décisions éclairées quant à leur avenir.

Les défis sont partout. Le gouvernement birman ne considère pas le soutien au

## Une nouvelle vision pour la terre en Birmanie

Sai Khur Hseng,  
secrétaire général du  
Ethnic Community  
Development Forum  
(ECDF).



Partout dans le monde, la terre est au cœur de bien des luttes pour la justice sociale. Qui la contrôle, comment la développer et l'utiliser, et qui profite (ou souffre) de son utilisation : autant de questions centrales au débat.

La Birmanie ne fait pas exception. Les forces armées birmanes ont profité des quelque soixante ans du conflit armé pour chasser de leurs terres des populations ethniques rurales. Aujourd'hui, malgré les avancées vers la démocratie, les forces armées contrôlent toujours en grande partie l'administration du pays et usent de son pouvoir pour confisquer d'énormes parcelles de terres au profit de l'industrie agroalimentaire et de mégaprojets tels que des barrages et des mines.

Des organisations de la société civile issues de groupes

rapatriement comme une priorité, déclarant qu'il n'a pas encore les moyens d'appuyer un retour massif. Les réfugiés parlent de l'armée qui occupe encore leur région, celle-là même qu'ils ont dû fuir. Plutôt que de se retirer, l'armée a profité des récents cessez-le-feu pour affermir sa présence dans les zones contestées d'où viennent la plupart des réfugiés. Des combats sporadiques font toujours rage, notamment près de sites saisis par l'armée pour la construction de barrages et autres projets de développement appuyés par l'État. Il reste des mines antipersonnel non localisées, déposées par les différents acteurs du conflit. Les difficultés liées au retour sont énormes. Un retour massif dans la dignité et le respect suppose une préparation rigoureuse, raison pour laquelle il s'agit de la priorité derrière le travail réalisé par les réfugiés et TBC depuis des années.

En dépit des difficultés, Inter Pares s'engage à soutenir les efforts des réfugiés en vue de bâtir un avenir sûr pour leur famille. Nous serons à leurs côtés pour la dernière étape du marathon, et nous continuerons à inciter d'autres donateurs à faire de même. Les réfugiés ont bien géré leurs communautés en exil et ils sont les mieux placés pour déterminer la prochaine étape. ☹



Le camp Mae La, le plus important camp de réfugiés de Thaïlande.

ethniques ont une autre vision de l'utilisation des terres en Birmanie : elles favorisent des systèmes de gestion coutumière qui permettent un contrôle participatif de la communauté. L'Ethnic Community Development Forum (ECDF), un homologue d'Inter Pares qui regroupe plusieurs organisations de développement communautaire, a étudié pendant deux ans les pratiques de gestion coutumière des terres dans des collectivités ethniques. Ces pratiques honorent le lien avec la terre, protègent l'environnement et créent des moyens de subsistance durables.

Le secrétaire général de ECDF, Sai Khur Hseng, a eu l'occasion de partager cet enseignement en juin dernier, quand Inter Pares a parrainé sa participation au programme international de formation aux droits humains d'Equitas,

à Montréal. Ce dernier a eu une opportunité unique de rencontrer des activistes de partout dans le monde afin d'échanger des outils et des stratégies pour le changement social, mais aussi des rêves d'un avenir plus juste.

ECDF a élaboré des propositions concrètes quant aux moyens d'appuyer et d'intégrer les pratiques de gestion coutumière des terres à un futur système national de propriété foncière décentralisé. Il faut pour cela un gouvernement fédéral véritablement inclusif et démocratique, un rêve que nous partageons avec tous nos homologues de la Birmanie, et que nous travaillons chaque jour à la réalisation. ☹

Pour visionner l'entrevue filmée avec Sai Khur Hseng : [www.interpares.ca/ECDF](http://www.interpares.ca/ECDF)

## Contre la déshumanisation et la haine

Suite de la page 1

la Birmanie, et en ont forcé plus de 140 000 autres à vivre dans des camps de concentration sordides à l'intérieur du pays. Cette violence a été qualifiée de crime contre l'humanité, de nettoyage ethnique, voire de génocide.

Les forces armées et l'État ont obtenu le soutien populaire en présentant les Rohingyas comme des étrangers indésirables qui menacent la sécurité intérieure. De puissants moines bouddhistes ont propagé des discours haineux sans trop d'ennuis. Les propos déshumanisants prolifèrent sur les médias sociaux.

Le rapport *Witness to Horror* documente le témoignage de femmes rohingyas déplacées par la dernière vague de violence. Leurs récits atterrants sont publiés par le Kaladan Press Network, une agence de presse indépendante rohingya et homologue de longue date d'Inter Pares.

Il est crucial de documenter les faits vécus pour contrer la situation et bâtir la solidarité en Birmanie. Avec l'appui d'Inter Pares, Kaladan et d'autres agences de nouvelles ont mis sur pied Burma News International en 2003, afin de faciliter la collaboration entre journalistes locaux. Regroupant onze groupes médiatiques, il s'agit de la seule coalition birmane qui comprend à la fois des membres rohingyas et arakanais.

Un autre homologue d'Inter Pares, dont nous tairons le nom pour des motifs de sécurité, travaille à réunir de jeunes Rohingyas et Arakanais dans des cours de leadership axé sur la collaboration. Cela favorise la compréhension mutuelle et l'empathie afin de contrer la haine et la déshumanisation. Inter Pares a aussi appuyé une visite de membres de la société civile birmane au Bangladesh, dans le but de rencontrer des réfugiés rohingyas.

À Inter Pares, nous estimons qu'il est tout aussi important de faire connaître à la population canadienne ce que nous entendons en Birmanie et d'influencer la politique étrangère du Canada en la matière. En 2016, nous avons témoigné devant le Sous-comité des droits



REVINYOUNG



ROHINGYAS IN BANGLADESH, 2017. © EUI/ICHO/IFREPRE/PRASHN. CREDITIVE COMMONS. SOURCE: IJRC/IFP/SPONG

Haut : La pièce de théâtre primée « I Am Rohingya » met en scène de jeunes réfugiés rohingyas vivant au Canada. Bas : Des familles rohingyas qui ont fui vers le Bangladesh.

internationaux de la personne, qui a ensuite publié un rapport<sup>2</sup> dans lequel il émet des recommandations concernant l'intervention du Canada en faveur des droits des Rohingyas.

À la mi-2017, nous avons commencé à soutenir un projet en Ontario. « I Am Rohingya » est une pièce de théâtre créée par de jeunes Rohingyas de familles réfugiées au Canada. Un des producteurs de la pièce, Innerspeak Media, réalise présentement un documentaire afin de diffuser leur message à un plus vaste auditoire. Mariant droits humains, expériences des réfugiés et action internationale, ce projet illustre l'interdépendance qui nous unit tous et toutes. À travers nos programmes en Birmanie, nous cherchons à tisser des liens comme ceux-là et à mettre l'accent sur notre humanité commune. 

Notre programme en Birmanie est réalisé avec l'appui financier du gouvernement du Canada accordé par l'entremise d'Affaires mondiales Canada.

<sup>2</sup> *Sentenced to a Slow Demise: The plight of Myanmar's Rohingya minority*, 2016 : <https://goo.gl/ex2ygK>

### INTER PARES

221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) K1N 6P1 Canada

Tél : 613-563-4801 ou 1-866-563-4801 (sans frais) • Téléc : 613-594-4704 • [info@interpares.ca](mailto:info@interpares.ca) • [www.interpares.ca](http://www.interpares.ca)

Avec le soutien de milliers de Canadiennes et de Canadiens, Inter Pares travaille au Canada et à travers le monde avec des organisations qui partagent l'analyse selon laquelle la pauvreté et l'injustice sont causées par les inégalités entre les nations et au sein de celles-ci. Inter Pares et ces organisations agissent en faveur de la paix et de la justice socio-économique dans leurs collectivités et leur société.

ISSN 0715-4267 • Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1  
La publication de ce *Bulletin* est subventionnée par Affaires mondiales Canada.



Affaires mondiales  
Canada